

JEUNESSES ET INÉGALITÉS :

LE GRAND DÉFI DE 2012

80%

observatoire
de la jeunesse
solidaire

→ Les contributions des principaux candidats à la présidentielle

François BAYROU, *candidat du Modem*

François COCQ, *conseiller de Jean-Luc MELENCHON, candidat du Front de Gauche, sur les questions d'éducation*

François HOLLANDE, *candidat du Parti Socialiste*

Eva JOLY, *candidate du Parti Europe Ecologie-Les Verts*

Nicolas SARKOZY, *candidat du Parti Union pour un Mouvement Populaire*

Avec le soutien de



Avec la participation de



En partenariat médias avec



François BAYROU, candidat du Modem

1. Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

Je souhaite un renouveau de solidarité entre tous les Français, et je ferai tout pour cela. Nous ne pouvons pas prendre le risque de laisser s'aggraver un certain sentiment de méfiance réciproque entre les jeunes des quartiers et l'ensemble de la société. Les causes de cette situation doivent être traitées. Des politiques publiques adaptées sont possibles. Trouver des solutions utiles à l'entrepreneuriat, l'emploi et l'éducation dans les banlieues et quartiers populaires, rendre à ces zones leur véritable potentiel économique, tout en y intégrant réellement les jeunes et les populations qui y vivent : ce sont les ambitions de mon projet. Les jeunes doivent obtenir de nouvelles modalités d'accès à l'emploi et à l'éducation. Il faut une réforme profonde de l'accès à l'éducation et à un premier emploi.

C'est la première étape d'un rétablissement de la confiance entre les jeunes de ces quartiers et l'ensemble des Français.

2. Une large majorité des Français a le sentiment que les inégalités se sont creusées entre les jeunes, ce que corroborent les études de nombreux sociologues, et estiment qu'il est du rôle des politiques publiques de réduire les inégalités entre les jeunes. Que vous inspire ce constat ?

C'est un triste constat. Il est d'abord impossible de parler de ces inégalités sans aborder les disparités qu'a laissé subsister l'aménagement de notre territoire. Au sein des quartiers défavorisés, je pense qu'il faut, d'abord, réaliser une plus grande mixité sociale, assurer la réimplantation des services publics. La répartition des fonctionnaires n'est pas efficace. Les plus expérimentés d'entre eux doivent être incités à aller exercer dans ces quartiers, là où l'on a évidemment le plus besoin d'eux. Il faut aussi relancer l'activité économique dans les quartiers. Je veux favoriser de nouvelles perspectives économiques, suscitées par le réinvestissement significatif de l'Etat. Ma vision est celle d'un Etat qui favorise l'emploi en tous lieux, pour tout le monde.

3. Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des Français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

Je propose quelques mesures simples, efficaces et directement applicables : la possibilité pour toute entreprise, de moins de 50 salariés, de créer un nouvel emploi en CDI, sans charges pendant deux ans, quelles que soient l'expérience ou la formation du salarié. Je veux des mesures d'insertion professionnelle plus efficaces, une préparation et une information plus en amont, suffisamment tôt au cours de la scolarité. Il convient de multiplier les expériences sur la découverte des métiers dès le secondaire, diversifier les modes de scolarité, proposer un « collège aux parcours diversifiés », propice à une individualisation des parcours cohérente. Enfin, la création d'établissements de taille réduite débouchera sur une amélioration des conditions d'apprentissage.

4. La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections présidentielles, quelle action souhaitez-vous vous engager en la matière ?

L'absence d'un tel débat est effectivement regrettable. J'ai à cœur de le réintroduire : rappelez-vous les deux premiers termes de mon projet, instruire et former. Ils sont là pour servir les quartiers, ils s'y appliquent par priorité. La solidarité est une valeur à promouvoir, surtout à l'égard des populations les plus exposées aux risques de la vie.

François COCQ, conseiller de Jean-Luc MELENCHON, candidat du Front de Gauche, sur les questions d'éducation

1. Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

Tout cela est le savant produit de la division idéologique orchestrée de nos concitoyens. La volonté de certains est de tout faire pour opposer les gens entre eux, de les trier selon leur classe sociale, leurs origines, leur religion et maintenant aussi selon leurs lieux d'habitations. Nous ne nions pas qu'il existe des politiques discriminantes qui touchent en particulier les quartiers populaires mais la jeunesse est une, elle combat pour les mêmes droits et elle est victime pareillement des politiques en cours. La jeunesse est un moment de la vie d'un être humain, un moment du processus d'émancipation et d'acquisition des savoirs et des qualifications. Il ne faut pas avoir peur de notre jeunesse, elle bouscule toujours les habitudes, veut prendre son destin en main et cherche la manière d'y arriver. C'est une bonne chose, ils sont l'avenir de notre pays.

2. Une large majorité des Français a le sentiment que les inégalités se sont creusées entre les jeunes, ce que corroborent les études de nombreux sociologues, et estiment qu'il est du rôle des politiques publiques de réduire les inégalités entre les jeunes. Que vous inspire ce constat ?

Les inégalités qui se sont creusées sont celles qui touchent l'ensemble de la société. Notre pays a vu s'accroître ces dernières années les écarts entre les plus pauvres, toujours plus nombreux et une oligarchie qui détient tout. Ce n'est donc pas spécifique à la jeunesse. Le sentiment de nos compatriotes est que les principes républicains ont été battus en brèche. L'égalité n'est plus qu'un mot de notre devise.

L'inégalité spécifique à la jeunesse est l'accès à la qualification et donc par répercussion l'accès à l'emploi. Dans les ZUS, un jeune sur quatre est au chômage (contre un sur huit dans les autres quartiers d'une même agglomération), ce qui est à mettre en relation avec le fait que 66% des jeunes de moins de 25 ans n'ont pas de diplôme.

Le rôle des politiques publiques est donc de remettre la République partout, de donner des missions claires à l'éducation nationale et les moyens qui en découlent, et de bâtir une société où chacun trouve un travail et vit de son travail.

3. Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

Une politique en faveur de la jeunesse est une politique qui trace un avenir, qui redonne du souffle au pays, qui fait revivre les forces vives et non qui entraîne dans la spirale de l'austérité et des désastres que cela produit. Ce dont les jeunes ont besoin ce ne sont pas les mesures d'emploi « spécifiques jeunes » qui normalisent un sas transitoire entre études et vie professionnelle, qui institutionnalisent la précarité où les jeunes sont sur représentés. Ils ne sont d'ailleurs pas dupes et résistent fièrement, comme par exemple lors du projet du CPE. Le projet de planification écologique que porte le Front de Gauche est en lui-même un projet pour notre jeunesse, il donne des perspectives, crée de l'emploi, démontre qu'un autre modèle de société est possible, que la consommation et le « profite et tais toi » ne sont pas une finalité obligatoire. La planification écologique porte aussi en son cœur l'exigence du haut niveau de qualification et de savoirs communs et replace donc l'école comme outil principal de la richesse de notre pays. La politique que nous prônons éduque, qualifie et émancipe l'ensemble de la société.

4. La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections présidentielles, quelle action souhaitez-vous vous engager en la matière ?

Nous voulons réinsuffler le bonheur de vivre, partout sur notre territoire et aussi dans les quartiers populaires. Il faut tout d'abord arrêter de stigmatiser les quartiers populaires, ce qui n'est en fait que la version moderne de la stigmatisation du peuple et des plus pauvres. Remettre l'Humain au centre ce n'est pas un slogan c'est permettre à toutes et tous de vivre décemment. Pour cela, il faut recréer des lieux de vie, redévelopper des services publics de proximité et de qualité. Il faut aussi donner à chacun la possibilité de sortir de la précarité et donc mener une politique de l'emploi et augmenter le SMIC à 1.700 euros. Il faut en finir avec la vie chère en bloquant les prix et les loyers, en instaurant la gratuité des biens vitaux comme les premières tranches de l'eau, de l'électricité ou du gaz. Et également, il faut un plan d'urgence pour le logement en impulsant la construction de 200.000 logements par an sur toute la mandature, ce qui créera mécaniquement une baisse des prix.

François HOLLANDE, candidat du Parti Socialiste

1. Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

Nous devons changer le regard qu'une partie de notre pays porte effectivement sur les jeunes des quartiers populaires. La politique menée par le président sortant pendant 5 ans a eu pour effet de les stigmatiser, de les malmenier, de les fragiliser, d'aggraver les tensions et de créer une véritable fracture entre la société et ses jeunes, et entre les jeunes eux-mêmes. C'est une logique de division qui est à l'opposé du projet que je développe pour la France. Certains entretiennent la méconnaissance, qui nourrit la méfiance et les peurs. Ils en jouent dangereusement. Je veux au contraire faire émerger l'espoir. Je sais l'énergie et la volonté des jeunes de France, qu'ils habitent nos centres urbains, nos quartiers populaires ou nos campagnes. Ils créent, innovent et ne demandent qu'une chose : pouvoir construire leur vie, travailler et être utiles à leur pays. Pour redresser la France, nous avons besoin de toutes les forces de la Nation. Redonner une vision, engager une solidarité, garantir une unité : tels sont les enjeux des votes des 22 avril et 6 mai prochains.

2. Une large majorité des Français a le sentiment que les inégalités se sont creusées entre les jeunes, ce que corroborent les études de nombreux sociologues, et estiment qu'il est du rôle des politiques publiques de réduire les inégalités entre les jeunes. Que vous inspire ce constat ?

Les inégalités se sont bel et bien creusées ces dernières années, à la fois entre les générations et au sein même des générations. Pour la première fois en temps de paix, une génération vit moins bien que les générations qui l'ont précédée. Les revenus des plus riches ont explosé, tandis que dans le même temps la situation de l'ensemble des Français n'a cessé de se détériorer. C'est le triste bilan d'une politique dont les Français ne veulent plus. Ces évolutions touchent plus fortement encore les jeunes. Ces 5 années ont été terribles pour eux : ils sont frappés de plein fouet par le chômage et la précarité, ici en métropole mais plus encore en Outre-mer. Cette situation n'est pas acceptable.

Dans la France de 2012, pour pouvoir tout simplement construire sa vie, il faut être bien né. La reproduction sociale, l'héritage ont repris le dessus. L'ascension sociale et la méritocratie républicaine sont mises à mal. J'ai choisi de faire de la jeunesse ma priorité. Mon ambition est claire : permettre à chaque enfant de devenir l'adulte qu'il rêve d'être, quelque soit la famille où il est né ou la ville dans laquelle il a grandi.

3. Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

Mes deux grandes priorités seront l'éducation et l'emploi. L'éducation, parce que c'est par là que tout doit commencer. Je passerai un nouveau pacte éducatif avec la nation. J'accorderai une attention toute particulière à l'école primaire et à l'accueil des moins de trois ans en maternelle, car c'est dans les premières années que se joue la lutte contre l'échec scolaire. Je redonnerai à l'Education nationale les moyens d'assurer ces missions en y créant 60 000 postes en cinq ans : des enseignants bien sûr, mais aussi des infirmières scolaires, des éducateurs, des surveillants... Il s'agit d'amener demain 100% d'une génération à une qualification : plus aucun jeune de 16 à 18 ans ne doit être laissé sans solution. Ce pourra être l'emploi, l'apprentissage, l'éducation ou le service civique. À l'université, trop de jeunes échouent dans les premières années : les premiers cycles universitaires seront réformés. Enfin, pour permettre à chacun de se former, je mettrai progressivement en place une allocation d'étude et de formation sous condition de ressources.

Mon second engagement pour la jeunesse sera celui de l'emploi. J'engagerai dès l'été la création des emplois d'avenir qui permettront à 150 000 jeunes de mettre le pied à l'étrier, en priorité dans les quartiers populaires. Je lancerai le contrat de génération, qui favorisera l'embauche en CDI d'un jeune tout en œuvrant au maintien d'un senior dans l'emploi.

J'ai une grande espérance, que je veux vous faire partager : offrir à la génération qui vient une vie meilleure que la nôtre. Si les Français m'accordent leur confiance, c'est sur cet objectif que je demanderais à être jugé à l'issue du quinquennat.

4. La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections présidentielles, quelle action souhaitez-vous vous engager en la matière ?

Les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants des quartiers populaires sont proches de celles des hommes et des femmes qui vivent dans d'autres territoires délaissés, en particulier dans la grande ruralité : manque d'accès aux services publics, à l'emploi, à la santé, à la sécurité, aux transports, à la culture, aux loisirs...

S'ajoute à ce constat, pour les quartiers populaires, une particularité que nous combattons âprement : les discriminations dont sont victimes de nombreux compatriotes et d'étrangers du fait de la couleur de leur peau ou de leur accent, et qui sont autant de violences et d'humiliations quotidiennes inacceptables.

J'engagerai donc une politique globale pour restaurer une réelle égalité entre tous les territoires de la République. Dans le même temps, je mènerai une grande politique de lutte contre toutes les discriminations. Il ne doit plus y avoir plusieurs catégories de citoyens, mais une France unie et riche de sa diversité. J'ai eu l'occasion de rencontrer, ces derniers jours, des habitants de Bonneuil et d'Evry, des associations et des collectifs comme l'AFEV ou AC le Feu. Tous me disent la même chose : ce dont ont besoin nos quartiers, où bat fort le cœur de la France, ce n'est pas d'un énième plan Marshall, de faveurs particulières ou de notre charité. Ils attendent simplement que soient véritablement appliqués les principes d'égalité, de justice et de respect. C'est ce à quoi je m'engage. Il n'est pas normal que l'Etat français déploie plus de moyens pour un enfant qui va à l'école dans le centre de Paris que dans une école de Seine-Saint-Denis : nous rétablirons la justice. Il n'est pas acceptable que nos quartiers ne bénéficient pas de la présence de nos policiers au quotidien : nous créerons des zones de sécurité prioritaire. Il est insultant pour la République que des jeunes qui n'auraient pas la "bonne" couleur de peau soient contrôlés 6 à 8 fois de plus que les autres : nous réformerons la procédure de contrôle d'identité pour garantir le respect et l'égalité. Il est inadmissible qu'un jeune homme sur deux, dans nos quartiers, soient en recherche de travail : nous créerons 150 000 emplois d'avenir qui iront prioritairement dans ces zones délaissées et nous accompagnerons les initiatives de création d'activité.

Eva JOLY, candidate du Parti Europe Ecologie-Les Verts

1. Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

Après une lecture attentive de votre rapport, on observe que ces jeunes sont clairement victimes des clichés que l'on accole de manière récurrente aux habitants des banlieues en général.

Ce ressenti est la conséquence du traitement médiatique des sujets associés aux banlieues (drogue, chômage, islam, insécurité). On n'insiste jamais sur la très grande majorité de ces jeunes qui, malgré les nombreux handicaps, réussissent à s'en sortir de manière exemplaire à force de courage et de détermination. Le problème, ce n'est pas ces jeunes, ce sont les difficultés auxquelles ils sont confrontés et le traitement médiatique qui en est fait.

Il existe une énorme différence entre la vision générale et abstraite de la jeunesse et la vision des jeunes que l'on connaît et côtoie. Votre enquête de l'an dernier mettait en lumière le résultat selon lequel 90% des français ont une vision positive des jeunes qu'ils connaissent. Parmi les enquêtes liées à la jeunesse, c'est selon moi un résultat qui mérite particulièrement notre attention, car il souligne le rôle déterminant que peuvent jouer l'échange et la mixité sociale dans le dénouement de ces problèmes.

2. Une large majorité des français a le sentiment que les inégalités se sont creusées entre les jeunes, ce que corroborent les études de nombreux sociologues, et estiment qu'il est du rôle des politiques publiques de réduire les inégalités entre les jeunes. Que vous inspire ce constat ?

C'est le devoir de toute politique publique de faire en sorte de réduire les inégalités, et pas seulement entre les jeunes mais dans l'ensemble de la société. C'est pourquoi j'ai mis l'égalité au centre de mon projet présidentiel. Pas uniquement dans les paroles mais surtout dans les actes ! Vous trouverez dans mon projet présidentiel des propositions fortes en matière de fiscalité, d'éducation, d'accès aux soins et au logement, d'égalité femmes- hommes et de lutte contre le racisme et toutes les discriminations sociales et territoriales.

Mais il faut bien saisir que le développement de ces inégalités n'est pas le fruit du hasard : il est consubstantiel à un système qui a mis au centre l'égoïsme et la compétition à outrance.

La réponse à ce problème ne peut donc pas se limiter à une série de mesures sectorielles, mais bien provenir d'un changement global de paradigme. Il faut refaire société autour des notions de partage, de solidarité et de coopération.

3. Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

Tout d'abord permettez moi de rappeler une évidence, il n'existe pas une jeunesse homogène mais bien une multitude de jeunes avec des aspirations, des parcours, des capacités différentes. C'est pourquoi mon projet vise à accompagner chaque jeune vers sa propre émancipation, sa propre autonomie, afin qu'il puisse apporter à la société le meilleur de lui même.

J'entends pour cela faire bénéficier chaque jeune d'un revenu d'autonomie, avec l'objectif d'offrir conjointement à chacun d'entre eux, par un partenariat fort entre l'Etat, les collectivités et les associations, un projet leur permettant de tirer le meilleur de leurs parcours : formation professionnelle, service civique, reprise d'études, insertion...

4. La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections présidentielles, quelle action souhaitez-vous engager en la matière ?

J'ai eu l'occasion de rencontrer le collectif AC Le Feu dans leur "ministère de la crise des banlieues", et je me déplace régulièrement dans les quartiers populaires pour rencontrer leurs habitants et ainsi mieux appréhender la réalité et la complexité de leurs situations. Je souhaite leur montrer que mon projet et celui porté par les écologistes depuis des décennies est porteur de réelles solutions à beaucoup de leurs problèmes, en termes de transports, de logement, d'emploi, d'éducation, d'accès au service publique, de soutien aux associations, de lutte contre les discriminations, contre l'insécurité.

Non seulement oubliés lors de ce quinquennat, les quartiers ont surtout été plus stigmatisés et méprisés que jamais. Pourtant, lorsque l'on regarde leur investissement dans les associations ou leurs démarches individuelles, on voit clairement que les habitants ne sont pas résignés, qu'ils se mobilisent pour maintenir le lien social. Mon projet est de les remettre au cœur de la politique de la ville, d'investir d'abord dans l'humain et de leur faire confiance. La solution, c'est eux !

Je porte l'idée que l'investissement dans la formation, dans l'éducation, dans le soutien aux associations porteuses de cohésion sociale doit se faire à hauteur comparable aux investissements dans la rénovation urbaine, eux aussi nécessaires : à chaque euro investi dans le béton, il faudra investir un euro dans l'humain, telle sera ma démarche.

Nicolas SARKOZY, *candidat du Parti Union pour un Mouvement Populaire*

1. Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

Les jeunes des quartiers populaires souffrent d'un double handicap. Non seulement ils sont confrontés aux difficultés objectives – économiques, sociales, scolaires – qui frappent ces territoires, mais en plus ils sont victimes de la réputation dégradée de leurs quartiers, qui aggrave leur problème d'insertion dans la société. C'est un véritable cercle vicieux.

Pour briser cette logique, il faut rappeler inlassablement cette évidence : l'immense majorité des jeunes des « quartiers » ne demandent qu'à s'en sortir et à réussir comme tout le monde ! Et ils ont, en moyenne, davantage de mérite que les autres. Au cours de ma vie, j'ai rencontré tant de ces jeunes qui m'ont impressionné par leur force de caractère. Leur réussite, ils la doivent avant tout à eux-mêmes, même si rien souvent n'aurait été possible sans le soutien de leur famille, de leurs professeurs, ou encore de bénévoles d'associations comme l'AFEV, qui fait un travail remarquable.

Je ne tombe pas pour autant dans l'angélisme. Je n'ignore pas l'existence de cette minorité qui a choisi de rendre la vie des habitants de ces quartiers impossibles : à son comportement je ne veux trouver aucune excuse.

2. Une large majorité des Français a le sentiment que les inégalités se sont creusées entre les jeunes, ce que corroborent les études de nombreux sociologues, et estiment qu'il est du rôle des politiques publiques de réduire les inégalités entre les jeunes. Que vous inspire ce constat?

C'est vrai, les inégalités ont eu tendance à augmenter au cours des dernières décennies, même si la panne constatée de l'ascenseur social est également liée à la fin des « Trente Glorieuses » : moins de croissance, donc moins de perspectives de progression pour tout le monde.

Aujourd'hui, un enfant d'ouvrier a cinq fois moins de chances qu'un enfant de cadre d'entrer en classe préparatoire aux grandes écoles ! Cette situation est inadmissible.

Que faire ? Certainement ne pas se contenter d'augmenter indéfiniment les subventions et autres allocations pour « compenser » ces inégalités. La pire des choses, ce serait d'enfermer les jeunes dans la dépendance, même si, naturellement, chacun doit pouvoir disposer d'un minimum de ressources : c'est la raison pour laquelle nous avons créé un dixième mois de bourse pour les étudiants ou mis en place le RSA pour les jeunes actifs.

L'essentiel, c'est de permettre aux jeunes de voler de leurs propres ailes, de prendre eux-mêmes leur destin en main !

La pire des inégalités, c'est celle de l'accès à l'emploi. Plutôt que d'enfermer les jeunes dans de faux emplois, je préfère les préparer à de vrais métiers. Aujourd'hui, les taux d'insertion des jeunes apprentis sont de 10 points supérieurs aux taux d'insertion dans l'emploi des jeunes sous statut scolaire. C'est pourquoi je propose que tous les élèves en dernière année de baccalauréat professionnel ou de CAP, qui sont en moyenne ceux qui ont le plus de difficultés à s'insérer professionnellement, passent 50% de leur temps en entreprise.

Ce serait une véritable révolution qui concernerait plus de 250 000 jeunes par an. Elle implique que les entreprises prennent toute conscience, comme c'est le cas en Allemagne, de leurs responsabilités en matière de formation.

3. Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

La politique en faveur de la jeunesse ne peut se résumer à une mesure.

Si je suis réélu, je ferai de l'éducation la priorité de mon second quinquennat : l'école a besoin, dans le sillage de ce que nous avons fait pour les universités depuis 2007, d'une profonde modernisation.

L'éducation nationale doit enfin prendre la mesure de la diversification du public qu'elle accueille. Pour cela, elle doit rompre avec cette uniformité de traitement, qui à mon sens a été ravageuse pour des générations d'élèves. L'École doit développer des pédagogies différenciées, être plus attentive à la personne de chaque élève. Les missions du professeur doivent être redéfinies : parce qu'aujourd'hui instruction et éducation ne sont plus séparables.

C'est pourquoi, j'ai proposé que les professeurs soient plus disponibles pour les élèves et leurs familles au-delà des heures de cours. Il y aura des contreparties : les salaires seront considérablement revalorisés, et chaque enseignant disposera à terme d'un bureau dans l'établissement.

4. La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections présidentielles, quelle action souhaitez-vous vous engager en la matière ?

Il est très souvent question de discrimination quand on parle des quartiers populaires. Le phénomène existe, c'est indéniable. Ce n'est pourtant pas le cœur du problème. Ces dernières années, les mentalités ont beaucoup évolué. L'échec de l'expérimentation du CV anonyme est à cet égard éclairant : il montre que la plupart des employeurs ont envie de donner leurs chances aux jeunes des quartiers.

Le problème est ailleurs et il est, en un sens, plus grave : c'est l'échec scolaire, c'est le niveau insuffisant de qualification auquel les jeunes des quartiers parviennent à l'issue de leur scolarité. Cela fait une raison de plus pour faire de l'éducation la première des priorités.

Je mise beaucoup sur le développement de l'autonomie des établissements – dès le primaire – pour améliorer les choses : il s'agit de faire en sorte que puissent se constituer, en priorité dans les zones difficiles, des équipes de professeurs expérimentés, motivés et soudés au service des élèves.

Je crois également à la poursuite des chantiers que nous avons engagés en matière d'égalité des chances : l'accompagnement éducatif au collège, qui offre à tous les « orphelins de 16 heures » un système d'études dirigées qu'il nous faut encore perfectionner ; les cordées de la réussite, qui permettent de nouer des partenariats entre lycées d'éducation prioritaire et grandes écoles ; sans oublier l'augmentation du nombre de places dans les internats d'excellence.